

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/N/PAN/2/Add.1
14 janvier 1999

(99-0097)

Comité de l'agriculture

Original: espagnol

NOTIFICATION

Addendum

La délégation du **Panama** souhaite ajouter à sa notification G/AG/N/PAN/2 la Résolution n° 2 ci-après.

COMMISSION DES LICENCES D'IMPORTATION

Résolution n° 2 du 19 septembre 1997

La Commission des licences contingentaires, en vertu des pouvoirs légaux qui lui sont conférés, a approuvé le Règlement ci-après:

Règlement régissant la délivrance de licences pour l'importation de produits assujettis à des contingents tarifaires

CHAPITRE I^{er}

Dispositions générales

Article 1^{er}: Produits assujettis à des contingents. Les dispositions du présent Règlement s'appliquent aux produits figurant à l'annexe n° 1, pour autant que l'importation de ces produits soit assujettie à des contingents tarifaires.

Article 2: Définitions:

Contingent tarifaire: Volume d'une marchandise qui peut pénétrer dans le territoire douanier moyennant le paiement d'un droit d'importation inférieur au droit habituel et qui est administré par le biais de licences d'importation non automatiques garantissant un accès au marché.

Commission: Il s'agit de la Commission des licences contingentaires prévue par la Loi n° 23 du 15 juillet 1997<

Offre d'achat: Offre d'achat d'un produit assujetti à un contingent tarifaire proposée par un ou plusieurs acheteurs à un prix déterminé. Toutes les offres d'achat, qui portent sur un volume correspondant à un lot, sont présentées le jour de la procédure d'attribution.

Offre de vente: Offre de vente d'un produit assujetti à un contingent tarifaire proposée par un ou plusieurs vendeurs à un prix déterminé. Toutes les offres de vente, qui portent sur un volume correspondant à un lot, sont présentées le jour de la procédure d'attribution.

Remise du contrat de vente: Elle implique la remise des garanties et l'exécution des clauses stipulées dans le contrat de vente d'opérations, indispensables à la réalisation du contrat de vente entre l'acheteur et le vendeur.

Lot: Les produits assujettis à des contingents tarifaires sont divisés en unités afin de faciliter la procédure d'attribution relative à ces produits et leur adjudication.

Procédure d'attribution: Enchères publiques contrôlées et réglementées par la Commission, au cours desquelles les acheteurs et les vendeurs agréés présentent leurs offres d'achat et de vente de produits assujettis à des contingents tarifaires.

Méthode aléatoire: Elle comprend plusieurs tirages au sort effectués par la Commission et visant à sélectionner les offres d'achat qui participeront à la procédure d'attribution. La Commission utilise ladite méthode dans les cas où le montant total des offres d'achat dépasse le montant assigné à chaque lot ou le montant total du contingent. À chaque tirage au sort, tous les agents économiques peuvent lancer une offre d'achat sur chaque lot de contingent à attribuer.

CHAPITRE II

Fonctions de la Commission des licences contingentaires

Article 3: Administration provisoire. Jusqu'à la mise en place des bourses de marchandises prévues par la Loi n° 23 du 15 Juillet 1997, la Commission met à la disposition des agents économiques concernés les contingents tarifaires mentionnés à l'annexe n° 1, au moyen des équipements physiques que ladite Commission autorise.

Article 4: Avis d'ouverture des contingents. La Commission doit donner une large diffusion à l'ouverture des contingents avant qu'ils ne soient mis à la disposition du public. L'avis de la Commission relatif à l'adjudication des licences d'importation non automatiques de produits assujettis à des contingents tarifaires est publié dans deux (2) journaux nationaux, dans trois (3) éditions, des jours différents, au moins vingt et un jour (21) jours avant l'ouverture des procédures d'attribution correspondantes. Ladite publication doit au moins mentionner la désignation du produit assujetti à un contingent, le volume total du contingent, les lots qui constituent le contingent, la date d'entrée en vigueur du contingent et la date d'expiration de la période d'attribution et d'importation du produit.

Article 5: Fréquence. La Commission détermine, en fonction des caractéristiques de chaque produit, avec quelle fréquence les contingents tarifaires sont mis à la disposition des intéressés, dans les limites initiale et finale indiquées à l'annexe n° 1. A chaque avis d'ouverture de contingents, la Commission détermine le nombre de lots qui constitueront le contingent total.

La Commission fixe également, pour chaque produit, le délai maximum pour effectuer les importations de produits inclus dans les contingents tarifaires et adopte les mesures nécessaires afin de garantir que lesdites importations ont effectivement eu lieu.

Si la totalité ou une partie d'un contingent n'est pas attribuée, au cours d'une période déterminée, ledit montant du contingent peut être reporté sur le contingent de la période immédiatement postérieure. La règle du report susmentionnée s'appliquera au cours d'une même année, sur deux périodes au maximum.

CHAPITRE III

Secrétariat technique de la Commission

Article 6: Création. La Loi n° 23 du 15 juillet 1997 prévoit la création du Secrétariat technique de la Commission des licences contingentaires, au sein du Bureau de la politique commerciale du Ministère du développement agricole.

Article 7: Fonctions. Le Secrétariat technique sera doté des fonctions suivantes:

1. Assister la Commission des licences contingentaires dans l'élaboration des avis d'ouverture de contingents tarifaires.
2. Coordonner l'inscription des agents économiques désireux de participer aux procédures d'attribution des produits assujettis à des contingents tarifaires.
3. Recevoir, classer et publier les offres d'achat et de vente déposées par les candidats agréés.
4. Coordonner les procédures d'attribution et assister le Directeur des procédures nommé par la Commission.

5. Enregistrer les contrats de vente dont la publication est définitive.
6. Recevoir les cautions présentées par les candidats.
7. Expédier un certificat à l'acheteur, indiquant l'identité des candidats et les termes de la procédure régissant l'attribution du contingent tarifaire correspondant.
8. Les autres fonctions assignées par la Commission des licences contingentaires conformément à la Loi n° 23 du 15 juillet 1997.

CHAPITRE IV

Attribution des contingents tarifaires

Article 8: Attribution. Les licences d'importation non automatiques de produits assujettis à des contingents tarifaires mis à la disposition des intéressés sont attribuées aux agents économiques qui participent en tant qu'acheteurs aux opérations qui ont été convenues et enregistrées par le Secrétariat technique, conformément aux dispositions du présent Règlement.

Article 9: Incessibilité. Après avoir été attribués, les contingents tarifaires ne sont pas cessibles et ne s'appliquent qu'aux produits figurant à l'annexe n° 1, mentionnés dans le contrat de vente d'opération enregistré auprès de la Commission.

CHAPITRE V

Inscription des candidats et réception des offres

Article 10: Inscription des candidats. Tous les agents économiques désireux de participer à la procédure d'attribution des produits assujettis à des contingents tarifaires doivent s'inscrire auprès du Secrétariat technique, conformément au présent Règlement, au plus tard cinq (5) jours ouvrables avant la date de la procédure d'attribution. Le Secrétariat technique peut demander des justificatifs bancaires et des références commerciales aux candidats qui effectuent la demande d'inscription correspondante.

Article 11: Offres. Les agents économiques qui ont procédé à leur inscription conformément à l'article précédent et qui souhaitent participer à l'achat ou à la vente des produits assujettis à des contingents tarifaires doivent déposer leurs offres préliminaires auprès du Secrétariat technique de la Commission. Ils doivent présenter lesdites offres, au plus tard cinq (5) jours ouvrables avant la date de la procédure d'attribution, de façon que le Secrétariat technique de la Commission en assure la diffusion auprès de tous les acteurs du marché. À cet effet, le Secrétariat technique de la Commission mettra à la disposition des candidats un formulaire spécial par le biais duquel les offres initiales d'achat ou de vente des marchandises seront transmises à la Commission. Le formulaire comprend des renseignements sur l'acheteur ou le vendeur intéressé, le type de produit, la qualité et la quantité du produit, et son prix.

Article 12: Registre. Le Secrétariat technique publiera, dans un registre créé à cet effet, les estimations et les quantités relatives aux produits issus des premières offres déposées par les candidats, afin de fournir des renseignements accessibles à tous les agents économiques intéressés par l'achat ou la vente de ces produits, deux jours ouvrables avant la date de la procédure d'attribution. Le Secrétariat technique attribuera un numéro d'identification à chaque offre soumise.

Ces offres seront fermes. Toutefois, avant l'ouverture de la phase d'attribution, toute partie peut procéder à une modification de son offre, qui sera dûment publiée par le Secrétariat technique de la Commission, par voie écrite ou orale.

CHAPITRE VI

Phase d'attribution

Article 13: Caution. Le jour de la procédure d'attribution, la Commission demande à tous les acheteurs et vendeurs de déposer une caution équivalant à 20 pour cent du prix d'estimation, pour chaque offre d'achat ou de vente présentée conformément à l'article 14 du présent Règlement. Elle doit être déposée avant l'ouverture de la procédure d'attribution et elle constitue une garantie du sérieux des propositions présentées au cours de la procédure d'attribution, de l'accomplissement du contrat de vente mis aux enchères, de l'importation du produit au cours de la période désignée et des droits découlant de ladite importation.

Les cautions doivent être constituées en espèces, par des créances financières de l'État, par des cautions contractées auprès de compagnies d'assurance, ou sous forme de garanties bancaires ou de chèques tirés ou certifiés.

Les cautions doivent être adressées à l'ordre de la Commission et du Contrôleur général de la République et sont déposées auprès de ce dernier.

L'acheteur ou le vendeur qui n'exécute pas le contrat de vente perdrait, dans tous les cas, sa caution qui sera encaissée par le Trésor public.

Lorsque le contrat arrive à terme et si la responsabilité du vendeur ou de l'acheteur n'a pas été engagée, la caution est annulée.

Article 14: Réception des offres. Le jour de la procédure d'attribution et pendant une période que la Commission déterminera, les candidats inscrits auprès du Secrétariat technique, ayant déposé leurs cautions conformément à l'article précédent, remettent au Directeur de la procédure une ou plusieurs offres d'achat ou de vente, dont les montants correspondent à un lot, et qui doivent être mises aux enchères publiques au cours de la procédure d'attribution en vue d'y donner suite.

Article 15: Détermination des prix de référence. Toutes les offres déposées par les candidats sont classées en vue de déterminer les offres formulées à plus bas prix par produit et par lot. Les estimations les plus basses, auxquelles les acheteurs et les vendeurs seront parvenus, serviront de prix de référence au cours de la procédure d'attribution.

Article 16: Classement des offres. Lorsque la période de réception des offres mentionnée précédemment arrive à terme, le Directeur de la procédure classe les offres d'achat ou de vente par produit. Si le total des offres d'achat dépasse le montant maximum du contingent, une méthode aléatoire déterminera quelles seront les offres d'achat présentées au cours de la procédure d'attribution. Lorsque le montant des offres d'achat sélectionnées atteint le plafond du contingent, toutes les autres offres sont rejetées.

Article 17: Ordre de présentation des offres. Si la somme des offres d'achat ne dépasse pas le montant du contingent, lesdites offres sont présentées lors de la procédure d'attribution dans le même ordre que celui dans lequel elles ont été présentées au Directeur de la procédure.

Si le montant total des offres d'achat dépasse le montant total du contingent, c'est l'ordre défini par la méthode aléatoire décrite précédemment qui est suivi.

Article 18: Procédure d'attribution. La procédure d'attribution repose sur des enchères publiques contrôlées par le Directeur de la procédure nommé par la Commission. Au cours de ladite procédure, les offres d'achat sont portées à la connaissance de tous les candidats, suivant l'ordre établi qui a été mentionné à l'article précédent. Toutes les offres d'achat qui ont été sélectionnées conformément à l'article 16 du présent Règlement sont maintenues tout au long de la procédure.

Un crieur public annonce à haute voix les caractéristiques de chaque offre d'achat en cours d'attribution et le prix de référence qui s'y applique. Ces renseignements sont également affichés sur un écran installé à cet effet. Aussitôt après l'ouverture de la période d'enchères et de surenchères lancées par les vendeurs est annoncée. Les enchères démarrent au prix de référence auquel le produit a été estimé. L'offre du vendeur qui présente le plus bas prix clôture la transaction.

Lorsque la première transaction a été conclue, il est procédé de la même façon pour la deuxième, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'offre d'achat.

Article 19: Adjudication définitive du contrat. Lorsque la procédure d'adjudication arrive à terme, comme stipulé à l'article précédent, le contrat de vente d'opération est attribué à l'acheteur sélectionné et au vendeur qui offre le meilleur prix de vente. Après l'adjudication du contrat de vente d'opération, le Secrétariat technique de la Commission procède à l'enregistrement dudit contrat et à l'attribution du contingent tarifaire correspondant.

Les transactions effectuées au cours de la procédure d'adjudication sont fermes. Toute partie engagée dans l'adjudication définitive d'une transaction peut exiger de l'autre partie qu'elle s'acquitte de ses responsabilités pour inexécution du contrat, au moyen des actions légales correspondantes.

Article 20: Remise du contrat de vente définitif. Il est entendu, et il en sera ainsi convenu entre les parties, que la remise du contrat de vente définitif doit être effectuée dans un délai n'excédant pas soixante-douze (72) heures à compter de la clôture de la procédure d'attribution.

Lorsque la période définie au paragraphe antérieur arrive à terme, les parties concernées par l'inexécution des obligations du contrat peuvent demander à la Commission d'intervenir aux fins de distribution des volumes attribués.

Article 21: Certification. Si le contrat a été remis conformément à l'article précédent, le Secrétariat technique envoie un certificat à l'acheteur indiquant l'identité du candidat et les termes de la procédure qui régit l'attribution des contingents tarifaires.

Ledit certificat doit mentionner la durée de validité des contingents tarifaires conformément aux dispositions de l'article 5 du présent Règlement.

L'acheteur ou le vendeur, qu'il s'agisse d'une personne physique ou morale, qui se serait engagée dans une transaction ferme et qui, ultérieurement, n'aurait pas exécuté les obligations du contrat et n'aurait pas procédé à l'importation dans les délais impartis, sans en donner de cause valable, ne peut, en personne ou par personne interposée, participer à nouveau à la procédure d'adjudication des contingents durant une période de deux (2) ans à compter de la date de la transaction.

Il appartient à la Commission d'appliquer les mesures mentionnées au paragraphe précédent et de garantir aux parties affectées la régularité de la procédure.

CHAPITRE VII

Attribution de contingents de matières premières déclarés comme tels

Article 22: Régime applicable. Les dispositions des articles précédents s'appliquent à l'attribution des contingents de matières premières déclarés comme tels par la Commission, dans les limites mentionnées au présent chapitre.

Article 23: Avis. Se fondant sur les dispositions de la Loi n° 23 du 15 juillet 1997, la Commission détermine le pourcentage de contingentement attribué aux matières premières, en tenant compte pour cela de la législation en vigueur et des besoins d'utilisation du produit. À cette fin, la Commission rend publique sa volonté d'ouvrir des contingents de matières premières déclarés comme tels, au moyen de l'avis mentionné à l'article 4 du présent Règlement.

Article 24: Habilitation. Dans le cas des produits assujettis à des contingents tarifaires de matières premières déclarés comme tels d'après l'article précédent, seuls les agents économiques pouvant prouver, auprès de la Direction générale de l'industrie du Ministère du commerce et de l'industrie, qu'ils ont besoin de traiter le type et le volume du produit pour lequel ils demandent une licence et qu'ils sont dotés de la capacité installée à cet effet, peuvent participer en tant qu'acheteurs aux procédures d'attribution qu'organise la Commission.

Article 25: Détermination du degré de participation. Chaque acheteur habilité peut déposer l'offre d'achat qu'il juge convenable auprès du Secrétariat technique de la Commission, en tenant compte de ses besoins relatifs au traitement du type et du volume du produit pour lequel il demande une licence et de sa capacité installée à cet effet.

Uniquement lorsque le montant total des offres d'achat dépasse le montant assigné à chaque lot ou le montant total du contingent, le Secrétariat technique et la Direction générale de l'industrie du Ministère du commerce et de l'industrie doivent déterminer le degré de participation de chaque acheteur, en pourcentage et en volume, pour chaque lot du contingent soumis à la procédure d'attribution.

..

Article 26: Publicité. Tous les renseignements concernant l'habilitation des acheteurs et la détermination de leur degré de participation doivent figurer au registre que publie le Secrétariat technique conformément à l'article 12 du présent Règlement.

Le présent Règlement entrera en vigueur à compter de sa promulgation au Journal officiel.

Fait dans la ville de Panama, le dix-neuf septembre mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept.

Carlos A. Sousa-Lennox M.
Ministre du développement agricole

Miguel Heras Castro
Ministre des finances et du Trésor public

Raoul Arango Gasteazoro
Ministre du commerce et de l'industrie

ANNEXE 1

<u>Désignation des produits</u>	<u>Positions tarifaires</u>
1	2
Viande de porc	
- En carcasses	0203.11.10
- En demi-carcasses	0203.11.20
- Jambons, épaules et leurs morceaux, non désossés	0203.12.00
- Côtelettes désossées ou non désossées	0203.13.00
- Autres	0203.19.00
- En carcasses	0203.21.10
- En demi-carcasses	0203.21.20
- Jambons, épaules et leurs morceaux, non désossés	0203.22.00
- Côtelettes désossées ou non désossées	0203.23.00
- Autres	0203.29.00
- Jambons, épaules et leurs morceaux, non désossés	0210.11.10
- Autres	0210.11.90
- Côtes de porc	0210.19.10
- Jambons désossés	0210.19.20
- Autres	0210.19.90
- En récipients hermétiquement clos ou sous vide	1602.41.10
- En récipients hermétiquement clos ou sous vide	1602.42.10
- Autres	1602.42.90
- Préparations à base de jambon en récipients de plus de 1 kg	1602.49.13
- Autres	1602.49.19
Viandes de coqs et de poules	
- De coqs ou de poules, poitrine exceptée (morceaux)	0207.39.11
- Autres morceaux	0207.41.30
Produits laitiers	
- D'une teneur en poids de matières grasses n'excédant pas 1 pour cent	0401.10.00
- Lait (liquide), en emballages aseptisés, pour une longue conservation sans réfrigération	0401.20.10
- Autres	0401.20.90
- Autres	0402.10.20
- En emballages d'un contenu net n'excédant pas 1 kg (à usage exclusivement domestique)	0402.10.91
- Autres	0402.10.99
- En poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides, en emballages d'un contenu net excédant 1 kg, d'une teneur en poids de matières grasses égale ou inférieure à 1,5 pour cent	0403.90.22
- Autres	0402.21.90
- Autres	0402.29.90
- En poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides, d'une teneur en poids de matières grasses excédant 1,5 pour cent	0403.90.23

<u>Désignation des produits</u>	<u>Positions tarifaires</u>
1	2
- Évaporés, d'une teneur en poids de matières grasses inférieure ou égale à 1,5 pour cent	0402.91.91
- Évaporés, d'une teneur en poids de matières grasses supérieure à 1,5 pour cent	0402.91.92
- Autres	0402.91.99
- Évaporés, d'une teneur en poids de matières grasses inférieure ou égale à 1,5 pour cent	0402.99.91
- Évaporés, d'une teneur en poids de matières grasses supérieure (ou égale) à 1,5 pour cent	0402.99.92
- Autres	0402.99.99
- Lait caillé	0403.90.13
- À usage industriel, sans séparation, en emballages de 20 kg ou plus	0406.90.11
- Autres	0403.90.90
- En poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides, y compris le lait additionné de sucre ou d'autres édulcorants	0404.90.10
- Autres	0404.90.90
- Autres	0406.10.90
- Fromages fondus, autres que râpés ou en poudre	0406.30.00
Pommes de terre	
- Autres	0701.90.00
Haricots	
- Haricots (<i>phaseolas</i>)	0713.33.30
Maïs	
- Autres	1005.90.90
- Autres grains, tranchés ou concassés	1104.23.20
- Autres	1104.23.90
Riz	
- Autres	1006.10.90
- Riz décortiqué (riz cargo ou riz brun)	1006.20.00
- Riz semi-blanchi ou blanchi, même poli ou glacé	1006.30.00
- Riz en brisures	1006.40.00
Tomates	
- Purées	2002.90.11
- Pâte crue ou pulpe	2002.90.12
- Autres	2002.90.19